

ch donné



X

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

13 JUIN 2001

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

Marseille, le

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : M. ARGUIMBAU

☎ 04.91.15.69.35

PA/PAY

N° 2001-202/111-1999-A

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

A l'encontre de la Société ADRIAN à AIX-EN-PROVENCE

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

VU le Code de l'Environnement, et notamment son article L.514-1 et 2,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

VU l'arrêté n° 2000-20/111-1999-A du 25 juillet 2000 autorisant la Société ADRIAN à exploiter une usine de fabrication, de conditionnement et de stockage d'huiles essentielles à Aix-en-Provence- Zac de la Duranne,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 30 mai 2001,

CONSIDÉRANT que la Société ne respecte pas certaines dispositions prescrites par son arrêté d'autorisation susvisé,

CONSIDÉRANT les nuisances, notamment olfactives, générés par le fonctionnement de cette usine,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prévenir toute pollution accidentelle, notamment des eaux et des sols,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

→ DES

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La Société ADRIAN, située dans la ZAC de la Duranne à Aix-en-Provence, est mise en demeure :

- de mettre en œuvre sous un délai d'un mois, dès notification dudit arrêté, les dispositifs de captation, d'extraction et de filtration des composés organiques volatils dans le bâtiment B et de mettre en place des contenants fermés (bennes et fûts) dans la zone de stockage des déchets afin d'éviter les émissions de composés organiques volatils. L'exploitant doit également transmettre des consignes pour que toutes les cuves restent fermées et que les portes des différents bâtiments ne soient ouvertes que temporairement pour le transfert de fûts ou bidons,
- faire effectuer par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois, dès notification dudit arrêté, un audit afin de constater les écarts entre les dispositions de l'arrêté préfectoral et l'existant. En ce qui concerne la partie relative à la prévention des pollutions atmosphériques, cet audit devra identifier dans les différents bâtiments les différentes sources d'émissions de vapeurs ainsi que les moyens complémentaires éventuels à mettre en place par l'exploitant pour assurer la captation et la filtration de ces vapeurs. En particulier, la ventilation et l'étanchéité des bâtiments doivent être examinées afin d'évaluer si leur efficacité est suffisante au regard des émissions constatées,
- de mettre en conformité sous un délai de trois mois, dès notification dudit arrêté, ses installations vis à vis des écarts constatés, dans l'audit demandé, entre les dispositions de l'arrêté préfectoral et l'existant.

ARTICLE 2 :

En cas de non respect du présent arrêté pour les délais fixés, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le titre Ier du livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et par son décret d'application.

ARTICLE 3 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4 :

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence,
- Le Maire d'Aix-en-Provence,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, ☒
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental de l'Equipement,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental d'Incendie et de Secours,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

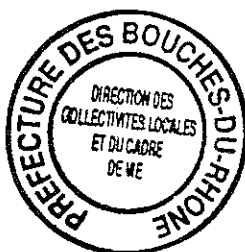
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

13 JUIN 2001

POUR COPIE CONFORME
par délégation
Le Chef de Bureau,

M. Invern
Martine INVERNON

MARSEILLE, le



Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Emmanuel BERTHIER